

Le Parti libéral-démocrate, qui dirigeait le pays depuis plus d'un demi-siècle, a été congédié par les électeurs à l'occasion des législatives de dimanche. Le Parti démocrate du Japon de Yukio Hatoyama souhaite restituer du pouvoir d'achat aux ménages pour soutenir la demande.



Directrice du Centre Asie de l'Institut français des relations internationales et auteur de « Chine-Japon : l'affrontement », édition Perrin 2007.

Pendant la campagne, les membres du Parti démocrate ont annoncé qu'ils souhaitaient rompre avec la politique étrangère menée par le PLD (Parti libéral-démocrate). À quels changements peut-on s'attendre ?

Le futur Premier ministre du Japon, Yukio Hatoyama, est partisan de rendre au Japon sa légitimité internationale à travers une admission à l'ONU. La priorité sera donc probablement donnée à la poursuite d'un siège permanent au Conseil de sécurité, mais ce n'est pas une réelle nouveauté.

Yukio Hatoyama a également évoqué une modernisation des relations avec les États-Unis.

Le Japon dépend entièrement des États-Unis pour sa défense. La nouvelle majorité souhaite chercher à rétablir un semblant d'égalité, et pourrait y parvenir par exemple en cessant de ravitailler les soldats américains stationnés en Afghanistan comme c'est le cas aujourd'hui. Il ne faut cependant rien attendre de radical, car Tokyo entend bien conserver le soutien militaire de Washington.

Y aura-t-il des changements au niveau régional ?

L'une des ambitions du PDJ (Parti démocrate du Japon) est de parvenir à la création d'une « Union asiatique », ce qui supposerait un rééquilibrage des relations avec les voisins chinois et coréen. Yukio Hatoyama a déjà promis qu'il ne se rendrait pas au temple de Yasukuni, un haut lieu de dispute avec la Chine, mais rien ne dit que Pékin s'en contentera.